
Bulletin d'histoire politique

Les étudiants et les luttes sociales dans les derniers temps de Duplessis

Pierre Vennat



Volume 17, Number 2, Winter 2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054731ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054731ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Vennat, P. (2009). Les étudiants et les luttes sociales dans les derniers temps de Duplessis. *Bulletin d'histoire politique*, 17(2), 237–248.
<https://doi.org/10.7202/1054731ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2009

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Les étudiants et les luttes sociales dans les derniers temps de Duplessis

PIERRE VENNAT
Journaliste-historien

Il y a quelques mois, le *Bulletin d'histoire politique* publiait un excellent texte de Lysiane Gagnon sur la place du mouvement étudiant au Québec durant les années 1960 et les débuts de ce qu'on a appelé la *Révolution tranquille*. Puis, quelques semaines plus tard, Boréal lançait *Une douce anarchie; les années 68 au Québec* par Jean-Philippe Warren, qui y relate l'histoire du mouvement étudiant dans les années 1960 et plus particulièrement pendant la parenthèse 1967-1970.

Cela m'a amené à fouiller dans mes cartons et à retrouver une communication, demeurée inédite, que j'avais présentée en avril 1999 à Trois-Rivières, dans le cadre d'un colloque du *Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs du Québec* sur les étudiants et les luttes sociales dans les derniers temps de Duplessis.

Le 7 octobre 1958, Paul Cliche, alors assistant du directeur Jean-Claude Lebel à la tête du *Carabin*, l'hebdomadaire des étudiants de l'Université Laval, écrivait en éditorial: «Quelle est la fonction d'un journal sinon d'aider les gens qui le lisent à prendre connaissance d'eux-mêmes en tant que collectivité vivant dans un contexte socioculturel donné? Qu'il le veuille ou non, *Le Carabin* proposera à notre groupe une définition de lui-même qui, par extension, deviendra une définition de la société canadienne-française».

Cinquante ans plus tard, on peut dire que Paul, qui après le départ de Jean-Claude Lebel prit la direction du *Carabin*, est toujours demeuré fidèle à ses idéaux de jeunesse. On l'a vu journaliste à *La Presse* et au *Devoir*, conseiller municipal à Montréal et dirigeant du Front d'action politique des salariés (FRAP) de Montréal à la fin des années 1960 et début des années 1970, permanent à la CSN et directeur de son Service d'action politique, puis candidat de l'Union des forces démocratiques dans Mercier où il fut

presque élu député à l'Assemblée nationale pour enfin signer des chroniques dans *l'Aut' journal*, tentant toujours de proposer à la population québécoise une définition de la société idéale, tout en travaillant à la reconstruction d'un véritable parti de gauche indépendantiste au Québec.

Paul n'était pas seul au *Carabin* où il succéda à Jean-Claude Lebel, qui devait terminer sa carrière grand mandarin et président de société d'État. Il y avait la belle Évelyn Dumas, qui a connu une brillante carrière journalistique au *Devoir*, où elle devint la première femme chroniqueuse parlementaire, à *La Presse*, au *Montreal Star* où elle devint la première femme (et la première francophone) éditorialiste, puis au *Jour* comme rédactrice en chef adjointe avant de terminer comme une des principales adjointes de René Lévesque, premier ministre. Puis Rémy Savard, anthropologue et grand défenseur des Amérindiens; Gaby Gagnon, sociologue réputé et un des animateurs de la revue de gauche et de cogestion *Possibles*; Renaud Santerre, qui termina sa carrière doyen de la Faculté de Droit de l'Université Laval; François Côté, éminent juriste, ancien commissaire à la déontologie policière et frère de Corine Côté, donc beau-frère de René Lévesque; Louis Martin, dont on a déploré le décès au début de 2008, brillant journaliste tant de la presse écrite qu'à *Radio-Canada*, ancien président de l'*Union canadienne des journalistes de langue française* qui s'est dissoute en 1968 pour laisser la place à la *Fédération professionnelle des journalistes du Québec* et moi-même, qui, à 19 et 20 ans, fut nommé « chef des nouvelles » par Cliche quand il prit la direction du *Carabin*.

Nous avions en commun une chose: nous étions antiduplessistes et progressistes. Nous n'étions peut-être pas véritablement de gauche, mais on nous traitait de *gauchistes*. Robert Rumilly l'a même écrit dans un livre alors célèbre: *Les Socialistes dominant le réseau gauchiste* et, ma foi, nous en étions assez fiers.

Malheureusement, on s'est peu penché sur la contestation à Maurice Duplessis dans la dernière partie des années 1950 et plus particulièrement à partir de 1957. Des recherches plus poussées par des étudiants de maîtrise ou de doctorat qui disséqueraient les journaux étudiants et universitaires de cette période leur permettraient d'y constater la naissance du mouvement étudiant québécois, le début de la contestation non seulement du régime politique mais également du régime clérical qui régissait alors le système d'éducation. On y trouverait des noms connus d'étudiants qui sont ensuite devenus des leaders de la société québécoise à compter des années 1960 et par la suite. Et on réaliserait ensuite, d'une part, que le mouvement de réformes qu'on a appelé la *Révolution tranquille* n'est pas né spontanément le 22 juin 1960 et qu'ensuite, l'opposition à Duplessis ne venait pas que de ce qu'on aime, en certains milieux, qualifier de la *gauche*.

Elle regroupait des gens qu'on pourrait qualifier de *droite honnête*, comme Jean Drapeau par exemple qui ne pouvait tolérer la corruption duplessiste ou les abbés Gérard Dion et Louis O'Neil ; ou les gens du centre, pas véritablement de gauche mais pas à droite non plus, comme l'équipe de *Cité Libre*, des syndicalistes comme Jean Marchand et autres. Des libéraux et bien d'autres. Et des étudiants. Ces gens n'ont pas trahi et ne sont pas devenus de droite en vieillissant ou en réussissant sur le plan professionnel, comme certains ont voulu le faire croire. Ils n'ont simplement jamais été véritablement à gauche. Mais ils ont toujours combattu le duplessisme quand même. Un jour, il faudra que l'on se penche sur la résistance au duplessisme et à la *Grande noirceur*. On s'apercevra qu'elle a peut-être inclus plus de gens qu'on serait porté à le croire à première vue.

Je vais m'en tenir, pour l'essentiel, à l'étude du *Carabin*, ainsi qu'à celle du *Quartier-Latin*, bihebdomadaire des étudiants de l'Université de Montréal, dont j'ai été en 1959-1960, après avoir changé d'université, secrétaire de la rédaction durant les interrègnes de Paul Sauvé et Antonio Barrette à la tête du Québec.

Mais auparavant, qu'on me permette de rappeler deux événements survenus durant mes années d'étude au Mont-Saint-Louis, collège des Frères des Écoles chrétiennes, situé alors rue Sherbrooke, sur le site même du Cégep du Vieux-Montréal d'aujourd'hui. Lesquels évoquent le début d'une conscience non seulement nationaliste, mais d'une résistance à l'injustice chez les étudiants du Québec.

Le premier est bien connu. Il s'agit de l'émeute du Forum de mars 1955. Le phénomène dépassait le simple événement sportif. Ce n'est pas pour rien qu'André Laurendeau, qu'on n'imagine pas un grand fan de hockey, avait signé dans *Le Devoir* un éditorial intitulé *Mon frère Richard*. Le *Rocket* était notre héros à nous, jeunes francophones, qui n'en avons pas d'autre à l'époque. Et il venait d'être suspendu et privé du championnat des compteurs par un président de ligue anglophone et unilingue. La même chose serait arrivée à Elmer Lach et on n'aurait pas réagi. En tout cas, pas de la même façon. C'est contre l'injustice contre nous, les francophones, que plusieurs dizaines de jeunes étudiants ont participé ce soir-là à leur première manif.

Ce sont ces mêmes jeunes, du Mont-Saint-Louis et du Collège Sainte-Marie, une autre institution aujourd'hui disparue, qui, quelques mois plus tard, ont déclenché *l'émeute des tramways*. Ce soir-là, et j'en étais, nous sommes descendus dans la rue pour protester contre la hausse du coût des billets pour le transport en commun. Et on s'est mis à courir après tous les tramways et à couper le câble qui reliait le trolley aux fils électriques au dessus de la rue. Ce faisant, on a paralysé complètement le réseau et pour

la première fois depuis des années, la Compagnie de tramway (c'était avant la création de la Société de transport) a interrompu son service pendant plusieurs heures sur tout son territoire.

À ma connaissance, on ne s'est jamais penché sur cette première importante contestation sociale des étudiants qui en avaient marre de payer trop cher pour leurs billets de tramway. Les mêmes qui, bien souvent, avaient protesté contre la suspension de Maurice Richard. Et qui se retrouveront dans les premières manifestations nationalistes des années suivantes contre le *Queen Elizabeth Hotel*, que, nous, on voulait vouloir baptisé de *Château Maisonneuve*, etc. Il serait intéressant de voir combien de ces étudiants de la seconde moitié des années 1950 sont devenus les premiers supporters du Rassemblement pour l'indépendance nationale, du Parti socialiste du Québec, du Nouveau parti démocratique ou de *Parti Pris* dans les années 1960.

Pour en revenir aux activités étudiantes de l'automne 1958, il faut se rappeler qu'au printemps précédent, les étudiants universitaires du Québec avaient fait la grève, fait sans précédent, pour appuyer le principe de la gratuité scolaire. Les étudiants avaient délégué trois d'entre eux, Bruno Meloche, Jean-Pierre Gohier et Francine Laurendeau faire le pied de grue au Parlement du Québec pendant des semaines, dans le vain espoir d'être entendus par Maurice Duplessis, en tant que porte-parole du mouvement étudiant québécois. Par la suite, Jean-Pierre Gohier devint ministre fédéral dans le cabinet de Pierre Elliot Trudeau, Bruno Meloche mena une carrière de négociateur en relations de travail et de grand mandarin à Québec et Francine Laurendeau, après avoir un temps dirigé la permanence du NPD au Québec, fit carrière comme chroniqueuse culturelle et chroniqueuse de cinéma, notamment au *Devoir*.

Paul Cliche écrivait en octobre que si l'on voulait atteindre l'humain, l'universel, il s'agissait de renouveler notre culture et qu'il fallait que notre histoire soit réécrite telle qu'elle s'était déroulée, sans essayer de la contenir dans les limites étroites d'un système. «L'idée de démocratisation de l'enseignement, dont les étudiants se font les champions, écrivait-il, s'insère on ne peut mieux dans ce vaste schème de renouvellement». Cela dit, les étudiants se cherchaient une solution de rechange au duplessisme et ne la voyaient pas que dans Jean Lesage et ses libéraux. Ainsi, en novembre 1958, Gabriel Gagnon, celui qui devait par la suite être l'âme dirigeante de *Possibles*, était emballé par le manifeste de Pierre Elliot Trudeau, qui, dans *Cité Libre*, lançait un appel à tous ceux qui, en plus d'être anti-duplessistes, croyaient encore à la démocratie.

Gagnon se montrait partisan, comme Trudeau, d'un front commun de tous les partis existants dans le double but de défaire le régime et de réali-

ser un programme minimum. «Les jeunes et les étudiants en particulier, écrivait-il, pourraient faire beaucoup pour la réalisation d'un tel mouvement: la plupart d'entre eux, indépendants de tout parti politique, ont dû s'opposer au régime actuel dans leurs revendications au sujet des problèmes de l'éducation. Quant à ceux qui sont déjà engagés dans un des partis d'opposition, ils accordent plus d'importance à la structure et au programme d'un parti qu'à son appellation». Le même Gagnon, lors de la fin de semaine des 22 et 23 novembre 1958, devint le premier délégué étudiant dans l'histoire du Québec et peut-être du Canada tout entier, à s'adresser à un congrès de travailleurs syndiqués. Son message déclencha un enthousiasme tel chez les délégués de la Fédération des travailleurs du Québec qu'ils lui ont servi une longue ovation. Commentant l'événement, Paul Cliche écrivait qu'«à travers le magnétisme d'un individu, les chefs ouvriers ont su deviner les velléités de la collectivité étudiante de s'attaquer sérieusement aux problèmes de la société globale dont elle fait partie».

Et puis surprise! Suzanne Dansereau, dans un article intitulé «Syndicalisme de jeunes», ayant affirmé que le seul groupement des jeunes politiques à pouvoir peser dans la balance du parti et éventuellement dans celle du gouvernement était la jeunesse universitaire du Parti social démocrate, un dénommé Jean Chrétien, étudiant en quatrième année de droit à l'Université Laval, répliquait dans *Le Carabin* du 2 décembre 1958, qu'au contraire, c'étaient les jeunes libérales. Aujourd'hui, le PSD n'existe plus, si ce n'est comme un des fondateurs du Nouveau parti démocratique actuel, tandis que tout le monde connaît la carrière que Jean Chrétien a eu en tant que premier ministre libéral du Canada.

Le 2 décembre 1958, les présidents des six associations d'étudiants universitaires du Québec réussissaient enfin à rencontrer Maurice Duplessis. D'après le *Carabin* du 16 décembre, cette rencontre provoqua l'insatisfaction du monde étudiant. Et Rémi Savard, plus tard anthropologue à l'Université de Montréal, d'écrire: «Que doit maintenant faire le monde étudiant? Nous avons le devoir de prendre tous les moyens pour faire régner la justice dans cette société qui est la nôtre et dont nos enfants nous demanderont plus tard des comptes».

En février 1959, la Ligue d'Action civique de Jean Drapeau, faisait son apparition à Laval et fondait une section universitaire. À l'époque, Jean Drapeau, qui se faisait le héros de la moralité politique après avoir épuré la police de Montréal et les tripots, songeait à l'arène provinciale et nombreux étaient ceux qui voyaient en lui la possibilité d'un nouveau leader acceptable face au duplessisme. Venu en conférencier au Palais Montcalm de Québec, en mars, toute l'équipe du *Carabin*, dont j'étais, était allée l'entendre.

Après sa causerie, Jean Drapeau avait déclaré au *Carabin* qu'en face des nombreux problèmes sociaux et politiques qui se posaient dans notre pays et notre province, l'étudiant ne devait pas rester indifférent, surtout l'étudiant universitaire qui, ordinairement majeur, avait un devoir de citoyen à accomplir. Mais, avait ajouté Drapeau, l'étudiant ne devrait pas s'engager comme militant actif dans un parti donné, parce que, selon lui, une affiliation hâtive, alors qu'il est jeune, lui fait perdre son objectivité et le met au service du parti. Son rôle, dit-il, c'est plutôt de s'intéresser aux problèmes de la société, d'en prendre conscience et de les étudier dans la plus grande indépendance d'esprit, avant de prendre position.

Toujours en mars, c'était au tour de Michel Chartrand, chef provincial du Parti social démocratique (PSD), comme on appelait alors l'aile québécoise du Cooperative Commonwealth Federation (CCF), ancêtre du Nouveau parti démocratique actuel, de venir donner une conférence politique à Laval, invité de l'Association générale des étudiants de l'Université Laval. Chartrand, alors aussi coloré que par la suite, prôna une politique de plein emploi, dénonça l'entreprise privée et se prononça pour le financement de l'université par le peuple en autant que tous y aient accès, bref se dit en faveur d'une forme de gratuité.

Conférencier à la même occasion, l'avocat-essayiste Pierre Vadeboncoeur, qui fit une longue carrière comme conseiller à la CSN, déclara que sans l'organisation voulue, les étudiants ne pourraient faire que des grèves symboliques d'une journée, ce qui n'était pas suffisant. Il fallait donc, dit-il, que les étudiants s'organisent d'abord sur des bases solides car on ne peut arriver à des solutions sans fonder des mouvements en profondeur. La désorganisation, affirma Vadeboncoeur, constituait le grand problème du syndicalisme étudiant.

Cela dit, le 5 mars 1959, on célébra la *Journée nationale des étudiants*. On en profita pour éveiller l'opinion publique: les étudiants ne réclamaient pas tant plus d'argent pour les étudiants actuels que l'accès pour davantage d'étudiants à l'université.

Quelques jours plus tard, Jean Lesage, alors chef du Parti libéral du Québec, qui avait quitté son poste de député à Ottawa, mais qui ne siégeait pas encore à l'Assemblée nationale du Québec, déclara croire à la gratuité de l'enseignement à tous les niveaux. Il s'agissait, selon lui, de commencer à établir la gratuité complète au niveau élémentaire et post-secondaire jusqu'à l'immatriculation junior ou l'équivalent, puis de l'étendre progressivement aux écoles techniques, aux collèges classiques et aux universités.

Le moins qu'on puisse dire, donc, à la lecture du *Carabin*, alors financé par tous les étudiants via leur contribution obligatoire à l'Association gé-

nérale des étudiants de l'Université Laval, c'est que le journal était résolument anti-duplessiste, que l'information anti-duplessiste y circulait abondamment et qu'il n'y avait pas de censure de celle-ci.

Pour tout dire, en 1958-1959 à l'Université Laval, et sans aucun doute à l'Université de Montréal, il n'était pas de bon ton dans cette dernière année du règne de Maurice Duplessis, de se dire partisan de l'Union nationale. Pourtant, il serait exagéré de dire que tous ces étudiants étaient, et surtout sont demeurés de gauche. Centre-gauche, peut-être. Centre-droit également un peu, la droite modérée étant, elle aussi, à l'époque opposée à Duplessis. Il y aurait lieu, me semble-t-il, de pousser davantage les recherches de ce côté. C'est d'ailleurs ce que démontre la lecture du *Quartier-Latin* de 1959-1960 à l'Université de Montréal, soit l'année académique qui s'écoula entre la mort de Duplessis, ennemi juré des étudiants et l'arrivée au pouvoir des libéraux le 22 juin 1960 et le début de ce qu'on appelle la *Révolution tranquille*.

La question qu'on est en droit de se demander, et sur laquelle on s'est à mon avis trop peu penchés, est la suivante: Si Paul Sauvé avait vécu, Jean Lesage aurait-il été élu premier ministre en juin 1960? Le slogan «il est temps que ça change» des libéraux de juin 1960, aurait-il été suffisant, face au *Désormais* de Paul Sauvé?

Le directeur du temps du bihebdomadaire des étudiants de l'Université de Montréal, Pierre Martin, à ne pas confondre avec son homonyme, l'actuel professeur de science politique de la même université, écrivait même après la mort de Duplessis: «Certains humoristes ont prétendu qu'avec la disparition du premier ministre de la province, le *Quartier-Latin* fut un ennemi juré et acharné de la politique duplessiste en matière d'éducation. Mais quel que soit l'homme qui commande à Québec, nous n'en cesserons pas moins de réclamer comme urgente la gratuité scolaire à tous les niveaux». Cela dit, Martin ajoutait tout de suite après que «l'avènement de M. Sauvé à la tête du gouvernement du Québec permet de prévoir une amélioration sensible des relations du gouvernement avec les autorités des universités ainsi qu'avec les étudiants».

Quant au recteur de l'Université de Montréal, Irénée Lussier, sentant la soupe chaude, il profita d'une adresse aux étudiants de la Faculté de droit pour mettre les étudiants en garde contre un engagement politique où ils ne seraient que le jouet de quelques meneurs ou de quelque parti. D'après le *Quartier-Latin* du 22 septembre 1959, qui titrait en manchette: «M^{sr} Lussier met les étudiants en garde contre la politique», le recteur, bien qu'il n'ait pas condamné tout engagement politique, avait émis des doutes sur la capacité qu'ont les étudiants de s'engager librement, c'est-à-dire sans faire le jeu d'agitateurs politiques.

Entre-temps, je m'étais moi-même réjoui de l'ouverture d'esprit de Paul Sauvé. Le 13 octobre 1959, en bloc-notes éditorial du *Quartier-Latin*, j'écrivais : « On n'a plus les premiers ministres qu'on avait... Le nouveau premier ministre s'est rendu compte que la Province sera grande dans la mesure où les talents de la jeunesse auront été développés. On n'en aurait pas attendu tant de son prédécesseur. Seulement, il reste encore à espérer que maintenant qu'il s'est rendu compte de ce postulat élémentaire, le nouveau premier ministre prendra les moyens pour que les talents de la jeunesse soient développés et que la province progresse ».

Le 24 octobre, dans le cadre de sa réconciliation avec le monde de l'éducation, le premier ministre Sauvé rendit visite à l'Université de Montréal. Il avait tout de suite conquis les leaders étudiants. Au point que Pierre Martin, le directeur du *Quartier-Latin*, écrit en éditorial le 17 que « sa façon de s'attaquer directement à un problème et de le traiter sans propagande politique, sa façon de s'engager publiquement et de se prononcer sans équivoque nous indique qu'il n'est pas un homme d'improvisation, ni un chef de parti à la recherche de votes, mais un homme public clairvoyant et sincère, soucieux du bien commun. Les étudiants sont heureux de constater que le problème de l'éducation est cité par M. Sauvé comme l'un des plus importants de ceux que son cabinet aura à régler et que cette question aura priorité lors de la prochaine session ».

Mais Martin devait toutefois s'inquiéter quelques jours plus tard que l'on veuille voir en Sauvé un prophète et un sauveur. Parlant du nouveau premier ministre, il écrit : « Nous étions justifiés de l'applaudir, mais nous sommes ridicules de le proclamer prophète et sauveur. Le seul fait que M. Sauvé se soit publiquement engagé à respecter la liberté des universités et l'accessibilité à l'enseignement universitaire constitue, dans la politique provinciale, un précédent de nature à soulever l'enthousiasme. Mais les propositions de base de M. Sauvé ne sont pas nouvelles. Ce ne sont pas là des révélations. Ce sont des mesures préconisées depuis dix ans et que l'on retrouve dans tous les mémoires traitant d'éducation ».

Comme le notait Martin, « l'on donne aujourd'hui raison à Monsieur Sauvé, mais c'est M. Sauvé qui nous donne raison. Nous n'étions donc point des hérétiques, nous n'étions donc point des socialistes, ni des communistes, ni des anarchistes. Tous ces politiciens à gage, ces journalistes achetés, tous ces haut-parleurs ignobles et insignifiants qui répétaient sur tous les tons autant d'arguments historiques, théologiques et philosophiques pour attaquer nos justes demandes et ridiculiser notre action peuvent-ils expliquer pourquoi le premier ministre actuel préconise aujourd'hui ce qui, il y a trois mois, était réputé hérétique, impensable, inconcevable, condamnable et condamné ? ».

Malheureusement l'espoir représenté par Paul Sauvé ne dura pas; au lendemain du jour de l'an 1960, le premier ministre est mort subitement. Et comme le *Quartier-Latin* le nota à la une de son édition de retour du congé des Fêtes: «les jeunes perdent un ami». Que pouvons-nous souhaiter pour l'avenir? Que son successeur suive la voie si bien tracée par l'Honorable Paul Sauvé, déclarait l'équipe du bihebdomadaire étudiant le 12 janvier 1960. Quant à moi, qui occupait alors le poste de secrétaire de la rédaction du *Quartier-Latin*, je signais un texte ayant pour titre: «L'espoir de demain appartient au passé» dans lequel je concluais qu'«il nous reste à espérer aujourd'hui que le successeur de M. Sauvé voudra réaliser les progrès amorcés sous un règne beaucoup trop court. Cela sera le plus grand hommage qu'il pourra rendre à celui en qui on avait placé tous nos espoirs et qui appartient déjà au passé».

Duplessis et Sauvé étant disparus, en quelques mois, l'étudiant universitaire de janvier 1960 était-il à gauche? Lucien Dansereau, qui avait succédé à Martin à la tête du *Quartier-Latin*, maintenant décédé après une longue carrière comme juge à la Cour du Québec, posait la question en éditorial, le 19 janvier 1960.

Sa réponse est loin d'être claire, mais il n'en affirmait pas moins que:

si, autrefois, le problème crucial consistait dans la survie de notre culture d'origine française, il faut bien s'apercevoir qu'il est désormais futile de causer de destin national, d'autonomie, sans réajuster notre optique et tenir compte de la montée de la classe ouvrière au Québec. Il semble que l'étudiant, dès son entrée au collège, perd tout contact avec la masse, c'est-à-dire le reste de la population. Il ingurgite une formation de serre-chaude qui a tôt fait d'en faire un bourgeois; il est mûr pour entrer à l'Université où il apprendra, dans un milieu plus ou moins artificiel, plus ou moins coupé de la société, une profession qui le qualifiera définitivement comme membre de l'élite.

Or l'étudiant fait partie, du moins il le prétend, d'une classe dont le rendement est, paraît-il, strictement intellectuel, mais d'une classe sociale. Aspirant au statut de travailleur intellectuel, il ne peut se désintéresser de ce qui se passe autour de lui; pour obtenir réponse aux désirs légitimes qu'il clame, il doit s'intégrer davantage à la vie de la cité. Invoquant au support de ses demandes les principes de justice et de charité, il a pour devoir d'être le gardien vigilant de leur application, non seulement tant qu'en ce qui le concerne, mais partout où ils sont lésés.

Le 2 février 1960, Jacques Guay, qui a eu une longue carrière de journaliste à *La Presse*, puis à *Québec-Presse*, au *Jour* et dans l'enseignement universitaire en plus de *l'Aut' Journal* avant de décéder trop jeune et qui, à l'époque, était assistant-directeur du *Quartier-Latin* avant de le diriger l'année suivante, se prononçait déjà pour une commission d'enquête sur l'éducation que le gouvernement Lesage devait créer quelques années plus tard, et qui devait donner naissance au ministère de l'Éducation.

En effet, écrivait Guay, jamais on ne pourra résoudre le problème de l'enseignement au Québec, tant qu'il n'y aura pas eu d'enquête sérieuse, englobant toutes les facettes de la question, ainsi que les implications futures des réformes préconisées. Présentement, chacun crie de son côté, une tentative de solution dans un milieu suscite ou plutôt appelle moult problèmes aussi sérieux dans un autre. On veut réformer le primaire; on se bute sur la carence des professeurs; on veut former plus de professeurs: on se frappe le nez sur la condition des professeurs, la malformation des écoles normales. Inutile de songer à la gratuité de l'enseignement universitaire si on ne réalise pas l'accessibilité du secondaire, etc. etc. Notre position est celle d'un écureuil enfermé dans une roue et dont les efforts libérateurs ne font que faire tourner la roue davantage.

Si le passage de Paul Sauvé à la tête du gouvernement avait gonflé les étudiants d'espoir, le gouvernement d'Antonio Barrette, qui lui succède, les déçoit par son immobilisme. Le 18 février, Lucien Dansereau signe un éditorial dans lequel il note que «ce principe de la gratuité scolaire commence à se faire jour dans le programme des partis politiques d'opposition. Les associations professionnelles l'appuient dans leurs mémoires; les syndicats l'inscrivent dans leurs constitutions. En somme, de larges secteurs de l'opinion publique la réclament. L'on objectera que le peuple s'y oppose, que l'électorat n'y est point préparé. À supposer que cela soit vrai, ce dont nous doutons fort, il nous semble que le gouvernement doit quelquefois précéder l'opinion publique, l'opinion de la masse».

Début mars, Antonio Barrette se résout à recevoir les représentants des étudiants. Devant journalistes et photographes. Un progrès. Mais comme écrit Jacques Guay le 3 mars 1960: «C'est tout. À l'an prochain, puisqu'on a reconnu que les étudiants, à l'instar des autres groupements de la société, ont droit de cité auprès du gouvernement. C'est d'ailleurs tout ce qui ressort vraiment de la rencontre».

Guay devait ajouter le 8 mars: «Nous avons rencontré le premier ministre. L'entrevue, on l'a dit, fut fort cordiale. De nos demandes, point

question. C'était par ailleurs normal. Qui d'entre nous s'attendait à voir le gouvernement accéder à nos réclamations? Cette rencontre ne fut pourtant pas inutile, loin de là. Enfin s'implante la reconnaissance de l'existence des associations étudiantes, au même titre que les syndicats ou les Chambres de commerce».

Le 17 mars, on dévoilait le résultat des élections pour le premier président élu des étudiants de l'Université de Montréal. C'était en effet la première fois dans l'histoire de l'Université de Montréal que les étudiants votaient directement et non via des délégués pour le président de leur association étudiante. De celui qui a été élu, on disait déjà à l'époque: «Ce grand gaillard, calme et réfléchi, ne lâche pas d'un pouce quand il a décidé que quelque chose devait se réaliser». Il s'agissait de Jean Rochon, de la réforme du même nom du système de santé, dont il fut ministre pendant quatre ans. Incidemment, il avait battu Michel Robert, l'avocat puis juge ami de Pierre Trudeau, qui fut président du Parti libéral fédéral. Rochon avait décroché 2 103 voix et Robert, 935.

C'est ainsi que se termina l'année scolaire 1959-1960. Le 22 juin 1960, on le sait, l'Union nationale fut défaite et Jean Lesage et son *Équipe de Tonnerre* fut élu. La *Révolution tranquille* débutait officiellement.

Que conclure de tout cela ?

Qu'en 1958-1959 et en 1959-1960, tant aux Universités Laval que Montréal, l'Université de Sherbrooke étant alors toute petite et les diverses constituantes de l'Université du Québec n'ayant pas encore vu le jour, il n'y avait aucun leader étudiant qui se prononçait pour l'Union nationale de Maurice Duplessis. Et que pourtant, durant l'interrègne de Paul Sauvé, il n'y en eut aucun qui se prononça contre lui, ce qui semble indiquer qu'il serait dangereux de conclure que l'opposition à Maurice Duplessis en était une de gauche. Elle en était une de centre, y compris le centre-droit et, bien sûr, également une opposition de gauche. Mais les vrais gens de gauche étaient peu nombreux à l'époque.

Et enfin, ce qui est encore plus étonnant, personne dans le milieu étudiant, en 1958, en 1959 et dans les premiers mois de 1960 ne semblait voir en Jean Lesage et son parti des gens capables de réaliser la *Révolution tranquille* dont tout le monde rêvait à des degrés divers. On avait lorgné du côté de Jean Drapeau et de sa Ligue d'Action civique, de Michel Chartrand et son Parti social démocrate, de Pierre Elliot Trudeau et son Rassemblement des forces démocratiques Et même de Paul Sauvé à la tête d'une Union nationale renouvelée. Mais Lesage, c'était comme s'il ne comptait pas. On n'en parlait à peu près pas, personne en milieu étudiant ne se tournait vers

lui comme sauveur potentiel. C'est pourtant lui et son parti qui ont ramassé les marbres!

C'est donc dire qu'il reste encore aux historiens, aux politicologues et aux sociologues bien des travaux à faire pour comprendre, et ensuite mieux expliquer, ce qu'on a pompeusement baptisé de *Révolution tranquille*. Ma modeste contribution ne se veut qu'un déblayage du côté du mouvement étudiant de la période prérévolutionnaire, que d'autres auraient intérêt à compléter.